

Van: Eric Toussaint <international@cadtm.org>

Aan: belgique-cadtm@cadtm.org

Datum: 03/18/2009 06:17 PM

Onderwerp: [CADTM-Belgique] La Belgique offre 2% de son PIB au FMI discrépante (Eric Toussaint)

Ci-dessous une prise de position à l'égard de la décision du ministre des Finances, Didier Reynders, d'octroyer 4 milliards d'euros au FMI. Une version légèrement réduite est parue dans la rubrique Forum du quotidien Le Soir du 18 mars 2009 (page 16). La version publiée par Le Soir est accessible sur son site.

J'en profite pour vous prier de m'excuser pour la diffusion intempestive le 13 mars 2009 d'un message intitulé « RE: Invitation Flacso » qui n'était destiné qu'à Michel Dubois à Quito.

Cordialement,
Eric Toussaint
international@cadtm.org
CADTM
345, Avenue de l'Observatoire
4000 LIEGE
Belgique
www.cadtm.org

La Belgique offre 2% de son PIB au FMI discrépante

Eric Toussaint

Le ministre belge des Finances, Didier Reynders, a annoncé en marge de la réunion du G20 que « *La Belgique contribuera à hauteur de 4 milliards d'euros* » au plan concocté par les grandes puissances industrielles pour doter le FMI de nouveaux moyens. Il s'agit de renflouer le FMI avec au moins 250 milliards. L'effort de la Belgique, selon Didier Reynders, représente « *2% de son PIB* ». Cet argent viendra des réserves de la Banque nationale. Cette décision est inacceptable.

Avec la crise internationale déclenchée à l'été 2008, tous les dogmes néolibéraux ont été balayés en brèche et la supercherie qu'ils représentaient a été mise à jour. Ne pouvant nier son échec, le Fonds monétaire international (FMI) prétend avoir abandonné les politiques néolibérales connues sous le nom de « consensus de Washington ». Bien que discrépante, cette mesure profite pourtant de la crise internationale pour revenir sur le devant de la scène.

Alors que la situation économique se détériore rapidement, les grands argentiers du monde se sont donc forcés de garder la main et de donner à un FMI délégué même le rôle du chevalier blanc qui va aider les pauvres à faire face aux ravages de cette crise. Or c'est tout le contraire qui se passe. Les principes défendus par le FMI depuis les années 1980 et combatis par le CADTM depuis sa création sont toujours de mise. Les gouvernements qui signent un accord avec le FMI pour se voir prêter des fonds, doivent appliquer toujours les mêmes recettes frelatées qui aggravent la dégradation des conditions de vie des populations.

Sous la pression du FMI dirigé par Dominique Strauss-Kahn, plusieurs pays confrontés aux effets de la crise s'en sont pris aux revenus des salariés et des allocataires sociaux. La Hongrie a imposé une baisse de 15% des revenus des fonctionnaires, la Hongrie leur a supprimé le 13^e mois (après avoir réduit les retraites dans le cadre d'un accord antérieur) et la Roumanie est sur le point de s'engager aussi dans cette voie. La position est tellement amère que certains gouvernements hésitent. C'est ainsi que l'Ukraine a récemment jugé « inacceptables » les conditions imposées par le FMI, notamment le relèvement progressif de l'âge de mise à la retraite et la hausse des tarifs du logement.

Il est temps de dénoncer le double langage du FMI et de Dominique Strauss-Kahn, qui, d'une part, demandent à la communauté internationale d'augmenter les efforts pour assurer l'indépendance des objectifs de développement du millénaire déjà bien établies et, d'autre part, forcent les gouvernements ayant recours à leurs services à baisser les salaires dans la fonction publique. Il s'agit là de l'exact opposé d'une politique que des nations ont fait face à la crise en défendant l'intérêt de ceux qui en sont victimes.

Le souci en apporté à ce que par Didier Reynders, néolibéral impénitent, au nom du gouvernement belge, privera encore plus l'Etat belge des moyens nécessaires pour combattre la crise. Après avoir dilapidé les caisses de l'Etat pour venir en aide aux banquiers échoués et faillis, Didier Reynders veut renforcer les moyens du FMI qui préconise au gouvernement belge de saigner à l'indexation des salaires et des allocations sociales

[1]

à l'évolution du coût de la vie^[1]. En réalité, Didier Reynders est heureux de voir le FMI apporter de l'eau au moulin de la droite qui souhaite depuis des années mettre fin à l'indexation alors que celui-ci constitue un rempart social très important pour protéger une large majorité de la population. Il se froisse aussi les mains de voir le FMI féliciter le gouvernement belge pour la manière dont il a sauvé les banquiers en octobre 2008. A l'heure où Didier Reynders est de plus en plus mis en cause sur la scène nationale, ce coup de pouce du FMI tombe à pic.

Pour répondre à la crise des années 1930, le président états-unien Franklin Roosevelt avait été amené par la mobilisation sociale à réduire le temps de travail tout en augmentant les salaires, les allocations sociales et les droits des travailleurs, notamment en garantissant le droit de syndicalisation. Avec le *New Deal*, Roosevelt avait mis en place une réforme fiscale qui augmentait les prélèvements sur le capital. Le libéral Didier Reynders et le socialiste Dominique Strauss-Kahn sont bien loin d'avoir la carrure de Franklin Roosevelt et conservent coûte que coûte de saigner aux victimes de la crise.

Pourtant depuis sa création en 1944, l'obligation de favoriser le plein emploi figure explicitement dans les missions du FMI qui agit donc en violation de ses propres statuts.

Le FMI et Didier Reynders démontrent qu'ils sont des instruments dociles au service de ceux-là mêmes qui ont provoqué la crise financière actuelle. Dans cette période de grande déstabilisation monétaire (comme les variations énormes de parité entre le dollar et l'euro depuis un an), le FMI se révèle incapable de proposer la mise en œuvre d'une taxe de type Tobin-Spahn qui réduirait les variations des cours de change en combattant la spéculation et qui permettrait de réunir enfin les fonds nécessaires pour éradiquer la pauvreté et libérer le développement. Alors que le parlement belge a adopté en juillet 2004 une loi favorable à l'instauration d'une telle taxe, Didier Reynders ne met pas ce sujet à l'ordre du jour des réunions du FMI ou d'Ecofin car, en réalité, il est opposé à ce type de mesure.

La crise financière et économique mondiale souligne la faillite de la dérégulation des marchés financiers et de l'abandon du contrôle sur les mouvements de capitaux, prônés par le FMI et activement soutenus par Didier Reynders.

Tournant le dos à la politique symbolisée par Didier Reynders, l'Etat doit mettre en œuvre un vaste plan de création d'emplois : rénovation et construction de logements, transports publics, enseignement, santé... Il faut nationaliser les banques (voire Dexia également) et récupérer le coût du sauvetage effectué en 2008 sur le patrimoine des grands actionnaires et des administrateurs. Nous aurions ainsi un instrument public pour financer des projets socialement utiles, respectueux de la nature, génératrices d'emplois et de revenus, tout en garantissant l'épargne des particuliers. L'Etat doit aussi entamer des poursuites légales notamment contre les grands actionnaires et les administrateurs responsables du désastre financier, afin d'obtenir à la fois des réparations financières (qui vont au-delà du coût immédiat du sauvetage) et des condamnations à des peines de prison si la culpabilité est démontrée. Il faut une nouvelle discipline financière. Il faut ouvrir les livres de compte des entreprises à des audits externes (notamment aux déclarations syndicales) et lever le secret bancaire. Il faut réglementer tous les produits financiers. Il faut interdire aux particuliers et aux entreprises d'avoir quelque chose à transacter que ce soit avec ou dans un paradis fiscal. Il est nécessaire de lever un impôt de crise sur les grandes fortunes. Alors que le capital s'est taillé la part du lion dans le revenu national au cours des 25 dernières années, il faut augmenter fortement la part qui revient aux salaires. L'aggravation de la crise remet à l'ordre du jour des propositions écartées durant la longue nuit néolibérale :

- l'arrêt des privatisations et de la dérégulation pour, au contraire, promouvoir les biens et services publics ;

- le transfert d'entreprises privées vers le secteur public, comme la production et la distribution de l'énergie en Belgique, ce qui permettrait de favoriser les énergies renouvelables et de sortir du nucléaire ;
- la réduction radicale du temps de travail avec main en du salaire et embauche compensatoire. Cela permettrait d'améliorer les conditions de travail, de créer de l'emploi de qualité et d'assurer le financement des retraites en augmentant le nombre de cotisants sans allonger l'âge du départ à la retraite.

Eric Toussaint, docteur en sciences politiques, est président du CADTM Belgique (Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde, www.cadtm.org). Il est coauteur avec Damien Millet du livre *60 Questions 60 Réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale*, CADTM/Syllepse, novembre 2008.

-
- [\[1\]](#) Voir les recommandations du FMI à la Belgique exprimées par Jeffrey Franks, responsable du Département Europe de l'Ouest au FMI lors de la présentation du rapport annuel consacré à la Belgique le 10 mars 2009. Le rapport complet est en ligne sur le site du FMI : <http://www.imf.org/external/np/sec/pn/2009/pn0932.htm>.
-

BULLETIN du CADTM Belgique
Email: info@cadtm.org
Inscription et désinscription:
<http://cadtm.org/cgi-bin/mailman/listinfo/belgique-cadtm>